

Clement Nocos et Jordan Lechnitz  
Mars 2026

# Protéger les emplois dans un contexte de guerre commerciale

*Perspectives canadiennes sur le travail,  
la sécurité et la confiance économique*



## Mentions légales

### Publié par

Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.  
Godesberger Allee 149  
53175 Bonn  
Germany  
info@fes.de

### Service émetteur

Friedrich-Ebert-Stiftung USA | 719 A Street, NE |  
Washington, DC 20002 | USA

### Responsable du contenu et de la rédaction

Dr Reinhard Krumm | Director | FES USA and Canada  
reinhard.krumm@fes.de

### Contact

info-dc@fes.de

### Graphisme/ Mise en page

pertext | corporate publishing  
www.pertext.de

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). L'utilisation commerciale des contenus publiés par la FES est interdite sans son autorisation écrite préalable. Les publications de la FES ne peuvent être utilisées à des fins de propagande électorale.

Mars 2026

© Friedrich-Ebert-Stiftung e. V.

D'autres publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung sont disponibles ici:

➤ [www.fes.de/publikationen](http://www.fes.de/publikationen)

**Clement Nocos et Jordan Lechnitz**  
Mars 2026

# **Protéger les emplois dans un contexte de guerre commerciale**

*Perspectives canadiennes sur le travail,  
la sécurité et la confiance économique*

# Table des matières

Principales constatations .....	3
Introduction .....	4
Méthodologie .....	6
Premier constat : le programme de croissance économique ne profite pas à tous .....	7
État actuel de l'économie .....	7
Perceptions quant à l'avenir économique du Canada .....	9
Points de vue des Canadiens quant à leurs situation financière personnelle .....	10
Perceptions du plan de croissance économique du gouvernement Carney .....	11
Constat no 2 : les clivages générationnels sont déterminants .....	13
Clivages générationnels .....	14
Constat no 3 : un emploi, c'est bien plus qu'une simple question d'argent – mais le salaire a son importance .....	16
Points de vue des Canadiens concernant leur situation d'emploi personnelle .....	18
Qu'entendent les Canadiens par un bon emploi? .....	18
Travail indépendant .....	18
Constat no 4 : les syndicats sont perçus comme étant les défenseurs de l'emploi – ce qui est loin d'être le cas pour les politiciens .....	19
Attitudes envers les syndicats .....	19
Constat no 5 : les politiques pragmatiques sont celles qui trouvent le meilleur écho en ce moment .....	22
Créer des emplois et en assurer la pérennité .....	22
Secteurs offrant les emplois de l'avenir .....	24
Propositions relatives au revenu de base .....	24
Inquiétudes liées à l'intelligence artificielle .....	26
Conclusion: Face à face entre l'emploi et l'économie .....	27
Références .....	28

# Principales constatations

- 1. La croissance économique projetée ne répond pas aux besoins de tout le monde.** La plupart des Canadiens ne pensent pas que la croissance économique visée dans les plans du premier ministre Carney changera la situation financière de leur ménage.
  - Près de la moitié (46 %) des Canadiens décrivent leur situation économique personnelle comme étant passable ou médiocre (« ils peinent à s'en sortir », « leur situation financière se détériore » ou « ils n'arrivent tout simplement plus à satisfaire leurs besoins fondamentaux »).
  - Seulement 24 % des Canadiens pensent que la situation financière de leur ménage s'améliorera à la faveur du plan de croissance du premier ministre, 42 % sont d'avis qu'elle restera la même alors que 15 % prévoient plutôt une détérioration de leur situation.
- 2. Les points de vue différents des générations ont leur importance.** Les jeunes travailleurs sont pessimistes mais ouverts à l'intervention de l'État. Les électeurs plus âgés voient quant à eux des jours meilleurs se profiler à l'horizon mais ils sont sceptiques face aux solutions mises de l'avant par le gouvernement.
  - Plus de la moitié des 18 à 34 ans (52 %) affirment que l'âge d'or du Canada est derrière nous. Ils sont toutefois plus enclins à penser que le plan de Carney les aidera (35 %) et ils affirment qu'ils adhèreraient à un syndicat si l'occasion leur en était offerte (43 % vraisemblablement).
  - Parallèlement, les électeurs de plus de 55 ans sont optimistes quant à l'avenir du Canada (45 % pensent que le meilleur est à venir), mais ils demeurent sceptiques face aux interventions gouvernementales comme les programmes de garantie d'emploi.
- 3. Le travail n'a pas uniquement pour but de gagner de l'argent, mais le salaire compte.** Les Canadiens considèrent que le travail permet à la fois de gagner sa vie et d'apporter sa contribution à la société, mais pour l'heure, un « bon emploi » est un emploi bien rémunéré.
  - Bien que la plupart des gens disent jouir d'une sécurité d'emploi satisfaisante, ils perçoivent une insécurité sur le marché du travail et ont du mal à composer avec la hausse des dépenses quotidiennes.
  - Deux Canadiens sur cinq considèrent que le travail autonome ou la gestion de leur propre entreprise est la meilleure option.
- 4. Les syndicats sont perçus comme protégeant les emplois, ce qui n'est pas le cas des politiciens.** L'adhésion à un syndicat est associée à un sentiment de sécurité économique, tandis que les politiciens sont généralement perçus comme étant les grands absents en période de crise économique à l'échelle locale.
  - Les Canadiens faisant partie de ménages syndiqués sont deux fois plus enclins à entrevoir une amélioration de leur situation financière (19 % par rapport à 10 % pour les ménages non syndiqués) et ont davantage tendance à voir l'économie d'un œil positif.
  - Plus d'un tiers (36 %) affirment que les représentants syndicaux se manifestent et sont de leur côté en cas de fermetures d'usines ou de licenciements, alors que seulement 13 % pensent la même chose des politiciens fédéraux.
- 5. Les politiques pragmatiques sont celles qui trouvent actuellement l'écho le plus favorable.** Les Canadiens sont généralement en faveur de l'intervention du gouvernement pour protéger les emplois, en créer de nouveaux et assurer la sécurité économique, mais ils doutent de la capacité du gouvernement de tenir ses promesses.
  - Bien que 34 % des Canadiens souhaitent que le gouvernement garantisse les emplois, 47 % déclarent ne pas faire confiance au gouvernement fédéral pour gérer des programmes de garantie d'emploi.
  - Les opinions sur le revenu universel de base sont partagées, et ce sont les Canadiens aux revenus les plus faibles qui ont le plus de doutes et d'incertitudes à ce sujet.
  - L'augmentation du salaire minimum et l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle sont les deux grandes priorités des travailleurs, chacune de ces priorités se méritant la note de 37 %.
  - L'Intelligence artificielle soulève de graves inquiétudes : près de 6 Canadiens sur 10 affirment que l'IA causera du tort aux travailleurs, et un quart d'entre eux souhaitent que la réglementation de l'IA soit au premier rang des priorités.

# Introduction

Dans la foulée de la guerre économique déclenchée par le président américain Donald Trump, les perspectives économiques actuelles du Canada suscitent pessimisme et engendrent bien des incertitudes. Dans ses perspectives économiques de janvier 2026, la Banque du Canada considère que les droits de douane américains et l'imprévisibilité des futurs accords commerciaux provoquent des perturbations majeures pour l'économie américaine, justifiant des ajustements économiques qui n'ont pas encore été entièrement mis en oeuvre alors que les risques demeurent élevés sur le plan géopolitique (Banque du Canada, janvier 2026). Inquiets de ces perspectives sombres et déjà touchés par les effets de l'augmentation du coût de la vie, les Canadiens ordinaires se tournent vers le gouvernement du Canada afin qu'il prenne des mesures pour protéger les emplois et l'économie.

Lors du Forum économique mondial de Davos, le premier ministre Mark Carney a déclaré que «l'ordre ancien n'allait pas revenir». Pour de nombreux observateurs, le premier ministre canadien a mis de l'avant un nouveau paradigme quant à l'approche économique du Canada, inaugurant une réorientation visant ni plus ni moins à extirper l'économie canadienne de son ancrage par trop profond en Amérique du Nord et de sa dépendance intrinsèque vis-à-vis l'économie des États-Unis. Dans le même discours, le premier ministre Carney a mis de l'avant et vanté ses priorités économiques : «Depuis l'arrivée au pouvoir de mon gouvernement, nous avons réduit les impôts à un triple niveau, soit sur le revenu, sur les gains en capital et sur les investissements des entreprises. Nous avons levé toutes les barrières fédérales au commerce interprovincial et nous accélérons la cadence pour investir mille milliards de dollars dans l'énergie, l'intelligence artificielle, les minéraux essentiels, les nouveaux couloirs commerciaux et bien d'autres domaines. D'ici 2030, nous doublerons nos dépenses en matière de défense et nous le ferons de manière à renforcer nos industries nationales.» Ces priorités sont énoncées dans le programme Bâtir le Canada du gouvernement Carney, une liste de projets «d'intérêt national» prioritaires destinés à créer des emplois et à renforcer l'économie canadienne face au manque de fiabilité des États-Unis et au contexte d'incertitude qui règne à l'échelle mondiale.

Ceci dit, des pans entiers de l'économie sont totalement absents du programme «Bâtir le Canada» du gouvernement Carney. Récemment modernisé, le Bureau de gestion des grands projets a pour mission d'éliminer les lour-

deurs administratives et de coordonner les autorisations relatives aux «projets d'intérêt national», notamment l'élargissement des infrastructures liées aux énergies fossiles, les projets miniers et autres infrastructures liées à la chaîne d'approvisionnement des matières premières. Bien que ne relevant pas à proprement parler de «l'intérêt national», la construction de nouveaux logements sera assurée par la nouvelle agence gouvernementale Bâtir des logements au Canada.

Un ministre de l'Intelligence artificielle et de l'Innovation numérique siègera désormais au Cabinet car le gouvernement Carney se concentrera sur l'adoption de l'IA et sur une nouvelle stratégie en matière de technologies visant à accroître la productivité économique. Afin de faire progresser ces secteurs, le gouvernement Carney a offert des déductions fiscales aux entreprises et proposé d'autres incitatifs sans pour autant les lier à des promesses de création d'emplois. Parallèlement, les emplois dans les secteurs de la santé, de l'éducation et d'autres secteurs sociaux, ainsi que les emplois dans le secteur manufacturier canadien, ne sont pas reconnus dans son programme comme des intérêts prioritaires (Gouvernement du Canada, 2026).

Un an après le début du second mandat de Donald Trump, les Canadiens ressentent les effets de toutes ces turbulences économiques. Ainsi, de janvier 2025 à janvier 2026, l'emploi dans le secteur manufacturier au Canada a diminué de 2,7 %, tandis que l'emploi dans le secteur privé a augmenté de 0,8 % et que le travail autonome a diminué de 1,6 %. Au cours de cette première année de bouleversements économiques faisant suite à la réélection de Donald Trump, la croissance de l'emploi dans le secteur public canadien (1,6 %) a permis – dans une certaine mesure – de compenser ces pertes (Statistique Canada, 6 février 2026). Cependant, ces gains dans le secteur public ne vont vraisemblablement pas durer, car le gouvernement Carney s'apprête à mettre en place d'importants ajustements des effectifs dans la fonction publique fédérale (IPFPC, 16 janvier 2026).

Bien que l'approche du gouvernement face à cette crise économique puisse, à première vue, s'apparenter à une réponse keynésienne de type «New Deal» et à une politique industrielle visant à extirper l'industrie canadienne de son ancrage quasi exclusif dans l'industrie des États-Unis, ces projets ne reposent pas sur de nouveaux investissements publics, mais plutôt sur la stimulation des investissements

du secteur privé (ce qui a toujours été un défi au Canada, où les investissements des entreprises par travailleur sont parmi les plus faibles parmi les pays de l'OCDE).

La protection des emplois actuels n'est manifestement pas une priorité dans le Plan économique récemment annoncé par le gouvernement Carney. Au contraire, ce sont les suppressions importantes d'emplois dans la fonction publique et la promesse de futurs emplois liés à des projets d'envergure qui constituent l'assise même de ce programme économique. Il convient de souligner que l'approche actuelle du gouvernement Carney pour renforcer et défendre l'économie canadienne semble s'être donnée des priorités différentes de celles mises de l'avant par le passé pour faire face à des situations d'urgence économique telles que la crise financière de 2008 ou les multiples fermetures provoquées par la pandémie de COVID-19.

Pour l'heure, les indicateurs de l'économie canadienne oscillent entre stagnation et récession. Si la guerre commerciale avec les États-Unis a introduit un élément d'incertitude important dans les perspectives économiques du Canada, d'autres sources d'incertitude – telles que le changement climatique, le sous-investissement chronique dans les soins de santé, les soins aux personnes âgées, les services de garde des enfants, l'éducation – et d'autres secteurs sociaux arrimés à tous les niveaux de gouvernement, ainsi que le marché immobilier canadien, influent également sur ces perspectives.

À peine quelques années après les secousses économiques provoquées par la pandémie de COVID-19, les Canadiens ont à nouveau été frappés dans la dernière année par l'incertitude économique liée aux droits de douane américains, l'augmentation du coût de la vie et la hausse du chômage. Beaucoup attendent une intervention du gouvernement face à cette crise, mais croient-ils vraiment que les priorités du gouvernement Carney soient la solution face à la situation actuelle? Sur qui les Canadiens pensent-ils pouvoir compter pour protéger leurs emplois, aider les collectivités à traverser cette période difficile, et quelle est leur vision quant à l'avenir économique des ménages? La présente étude vise à répondre à ces questions à un tournant décisif dans l'histoire de notre pays.

# Méthodologie

Ce sondage a été réalisé par Viewpoints Research auprès de personnes résidant partout au Canada.

Le sondage a fait l'objet d'une pondération afin de garantir que les réponses reflètent la répartition réelle de la population par âge, sexe et région, à partir des données du recensement de 2021 de Statistique Canada. Le sondage a été mené en anglais uniquement et n'a pas été réalisé au Québec. Il a été mené en ligne au moyen d'un questionnaire en ligne et a recueilli 1 014 réponses entre le 16 et le 26 janvier 2026. La marge d'erreur pour un échantillon aléatoire équivalent de même taille est de +/- 3%.

Dans le présent rapport, les pourcentages indiqués ont été arrondis à l'unité supérieure, et les totaux présentés correspondent aux chiffres bruts avant arrondi. L'appartenance à une classe sociale, qu'il s'agisse de la classe ouvrière, de la classe moyenne ou de la classe supérieure, est déclarée par les personnes interrogées elles-mêmes.

Pour consulter la liste complète des questions de l'enquête, veuillez contacter [info@viewpoints.ca](mailto:info@viewpoints.ca).

Table 0

## Aperçu de l'enquête menée par Viewpoints Research

Données démographiques de l'échantillon	% Pondéré	% Effectif pondéré	% Effectif non pondéré
<b>Genre</b>			
Femme	59%	516	525
Homme	48%	488	479
Non binaire et autres identités	1%	10	10
<b>Âge</b>			
18-34	27%	278	239
35-54	33%	329	290
55+	40%	407	485
<b>Région</b>			
Canada atlantique (NL, PEI, NS, NB)	9%	91	99
Ontario	50%	506	500
Provinces des Prairies (MB, SK, AB)	23%	232	233
Colombie-Britannique	18%	506	182

# Premier constat : le programme de croissance économique ne profite pas à tous

Au vu des offensives économiques menées par les États-Unis contre le Canada, il n'est guère surprenant que les Canadiens affichent un certain pessimisme à l'égard de l'économie et de leur situation financière personnelle. Ces inquiétudes se teintent toutefois de nuances importantes : le degré de préoccupation varie selon les caractéristiques démographiques des répondants, et leurs façons d'entrevoir l'avenir varient considérablement selon leurs inclinations politiques. De manière générale, les Canadiens font preuve d'un plus grand optimisme quant à l'évolution globale de l'économie que quant à leur situation financière personnelle. Par ailleurs, moins du quart d'entre eux estiment que le plan économique proposé par le premier ministre Carney améliorera la situation financière de leur ménage.

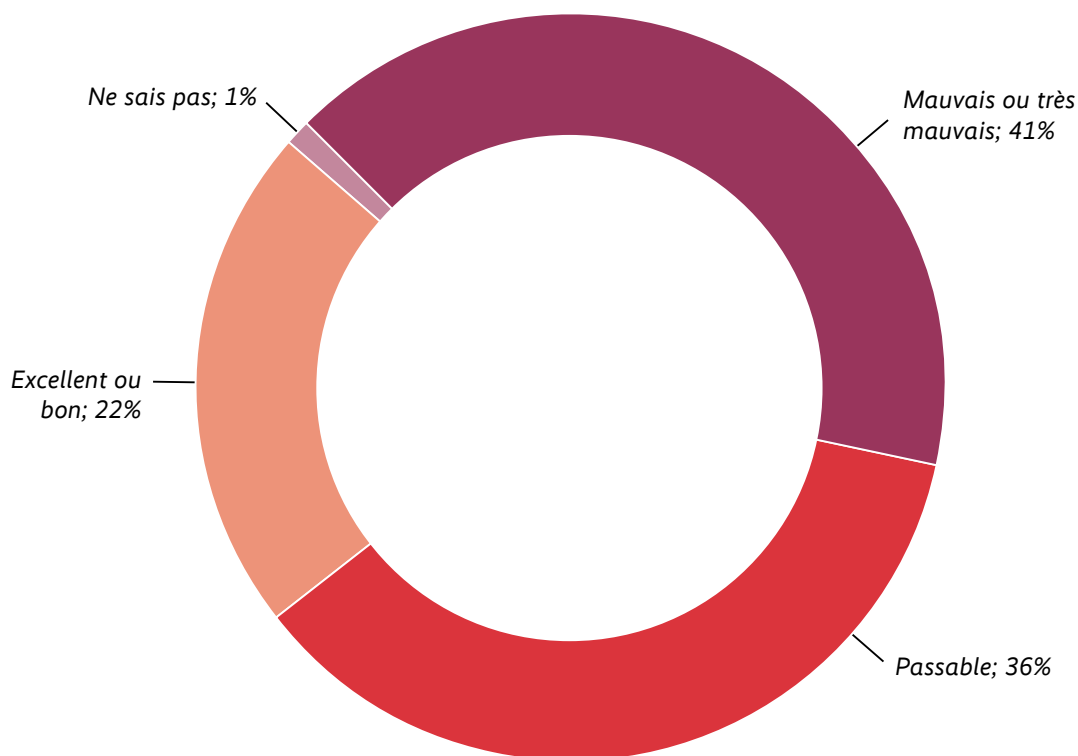
## État actuel de l'économie

Parmi les répondants interrogés quant à leur perception de la conjoncture économique actuelle et à leurs attentes pour l'avenir, on ne relève pas de différences importantes en fonction du groupe d'âge ou de la classe sociale. Les personnes en âge de travailler et celles appartenant aux classes ouvrières ou à la classe moyenne inférieure sont toutefois plus pessimistes quant à la situation économique actuelle et future, tandis que les répondants plus âgés et appartenant aux classes moyennes supérieures se disent plus satisfaits.

À la question : « Comment évaluez-vous l'état actuel de l'économie canadienne dans son ensemble? », 41 % des répondants estiment que la situation est « mauvaise » ou « très mauvaise », alors que 22 % la qualifient de « bonne » ou « très bonne ».

*Comment évaluez-vous, de manière générale, l'état actuel de l'économie canadienne?*

Figure 1



## Comment évaluez-vous, de manière générale, l'état actuel de l'économie canadienne?

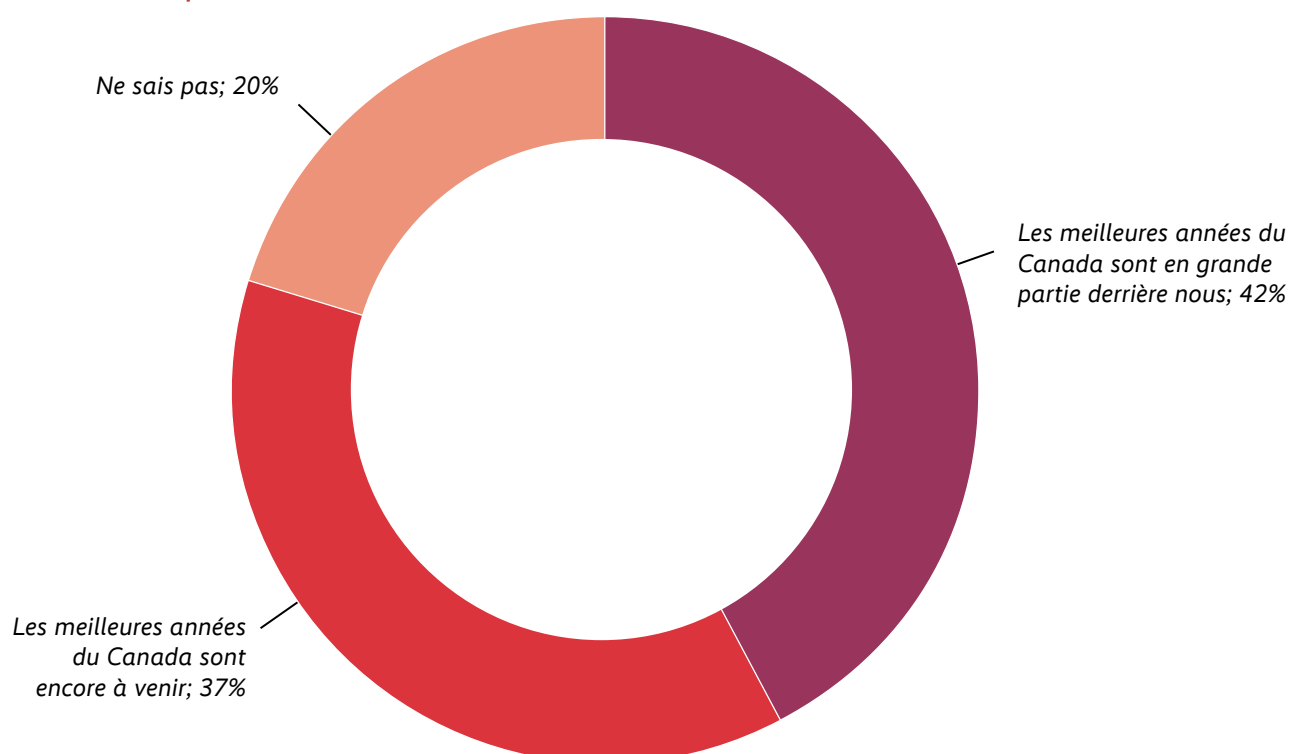
n=1014	Excellent	Bon	Passable	Mauvais	Très Mauvais	Sans réponse
<b>Total</b>	5%	17%	36%	26%	15%	1%
<b>Âge</b>						
<b>18-34</b>	<b>10%</b>	17%	30%	25%	15%	2%
<b>35-54</b>	7%	11%	34%	<b>31%</b>	16%	0%
<b>55+</b>	1%	<b>21%</b>	<b>42%</b>	22%	13%	2%
<b>Classe Sociale</b>						
<b>Classe ouvrière / moyenne inférieure</b>	6%	14%	32%	<b>31%</b>	18%	1%
<b>Classe moyenne</b>	3%	19%	<b>43%</b>	22%	13%	0%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	8%	<b>27%</b>	31%	21%	11%	2%
<b>Classe supérieure*</b>	26%	12%	21%	30%	5%	7%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

Figure 2

## Lorsque vous pensez à l'avenir du Canada, quel énoncé correspond le mieux à votre point de vue?



## Lorsque vous songez à l'avenir du Canada, quel énoncé correspond le mieux à votre point de vue?

n=1014	Les meilleures années du Canada sont en grande partie derrière nous	Les meilleures années du Canada sont encore à venir	Ne sais pas
<b>Total</b>	42%	37%	21%
<b>Âge</b>			
<b>18-34</b>	<b>52%</b>	30%	18%
<b>35-54</b>	<b>48%</b>	34%	18%
<b>55+</b>	32%	<b>45%</b>	24%
<b>Classe Sociale</b>			
<b>Classe ouvrière / moyenne inférieure</b>	<b>47%</b>	34%	19%
<b>Classe moyenne</b>	38%	41%	21%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	34%	<b>49%</b>	17%
<b>Classe supérieure*</b>	76%	17%	7%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

d'« excellente ». En outre, 36 % la considèrent comme « passable ». Ce point de vue pessimiste est particulièrement marqué chez les 35 à 54 ans, dont 48 % estiment que la situation économique actuelle est mauvaise ou très mauvaise, comparativement à 35 % chez les 55 ans et plus.

Le pessimisme est également nettement plus prononcé parmi les classes ouvrières et les classes moyennes inférieures, qui sont vraisemblablement plus durement touchées par les récentes offensives économiques de l'administration Trump.

### Perceptions quant à l'avenir économique du Canada

À la question suivante : « Lorsque vous songez à l'avenir du Canada, quel énoncé correspond le mieux à votre point de vue? », 42 % des répondants affirment que les meilleures années du pays appartiennent au passé, par rapport à 37 % qui sont d'avis qu'elles sont encore à venir; alors que 21 % se disent incertains. Dans l'ensemble, les vues penchent vers le pessimisme, en particulier chez les personnes en âge de travailler et celles appartenant aux classes ouvrières ou à la classe moyenne inférieure. Le phénomène est particulièrement prononcé chez les

jeunes de 18 à 34 ans : plus de la moitié (52 %) estiment que les meilleures années du Canada appartiennent au passé, tandis que moins du tiers (30 %) pensent qu'elles sont à venir.

Il y a, dans une certaine mesure, convergence d'opinions sur ce point parmi les répondants en âge de travailler, où une plus forte proportion de personnes âgées de 55 ans et plus, ont un point de vue positif : 45 % se montrent optimistes, comparativement à 32 % qui se disent pessimistes. Par ailleurs, près de la moitié des répondants issus des classes ouvrières ou de la classe moyenne inférieure (47 %) se disent pessimistes quant aux perspectives économiques, alors que près de la moitié des répondants de la classe moyenne supérieure (49 %) continuent de se dire optimistes.

Les façons dont les Canadiens envisagent l'avenir sont également fortement liées à leurs inclinations politiques. Ainsi, 25 % des électeurs libéraux estiment que les meilleures années sont derrière nous, comparativement à 57 % qui pensent qu'elles sont devant nous. À l'inverse, 62 % des électeurs conservateurs sont d'avis que les meilleures années appartiennent au passé, comparativement à 22 % qui envisagent l'avenir avec optimisme. Les électeurs du NPD sont quant à eux divisés : 43 % ont des vues pessimistes, tandis que 40 % demeurent optimistes.

n=1014	Excellent	Bon	Passable	Mauvais	Très Mauvais	Sans réponse
<b>Total</b>	13%	31%	36%	10%	7%	3%
<b>Âge</b>						
<b>18-34</b>	15%	31%	32%	12%	6%	<b>5%</b>
<b>35-54</b>	12%	23%	38%	12%	<b>11%</b>	3%
<b>55+</b>	12%	<b>38%</b>	37%	8%	5%	1%
<b>Classe Sociale</b>						
<b>Classe ouvrière / moyenne inférieure</b>	7%	22%	<b>42%</b>	<b>15%</b>	<b>13%</b>	1%
<b>Classe moyenne</b>	11%	<b>43%</b>	<b>37%</b>	7%	1%	1%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	<b>42%</b>	<b>36%</b>	16%	3%	3%	0%
<b>Classe supérieure*</b>	58%	12%	17%	6%	0%	7%

Pourcentages en gras = Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions (ou hypothèses) statistiques n'étant pas satisfaites.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

### Points de vue des Canadiens quant à leurs situation financière personnelle

La situation matérielle des Canadiens en âge de travailler et appartenant aux classes populaires rend compte en grande partie ces perceptions. Dans l'ensemble, 44 % des répondants estiment que leur situation financière est « bonne » ou « excellente », tandis que 36 % estiment « s'en sortir tout juste », n'ayant à peine de quoi faire face aux dépenses supplémentaires. Enfin, 18 % décrivent leur situation comme étant « mauvaise » ou « très mauvaise », évoquant des difficultés à régler leurs factures ou à subvenir à leurs besoins essentiels. De façon importante, les personnes en âge de travailler et celles issues des classes ouvrières ou de la classe moyenne inférieure sont beaucoup plus nombreuses à éprouver des difficultés financières.

Il existe en outre des différences notables selon les groupes d'âge et selon les classes sociales. Par exemple, un peu plus du tiers des personnes âgées de 35 à 54 ans estiment que leur situation est bonne ou excellente, comparativement à 50 % des 55 ans et plus. De plus, près du quart, soit 23 % des personnes en âge de travailler considèrent leur situation comme mauvaise ou très mauvaise, comparativement à 13 % chez

les 55 ans et plus. Parmi les classes populaires, les proportions de répondants estimant leur situation « mauvaise » ou « très mauvaise » (28 %) sont presque équivalentes à celles qui la jugent « bonne » ou « excellente » (29 %).

À la question : « Comment pensez-vous que votre situation financière personnelle évoluera au cours des 12 prochains mois? », 37 % des répondants ont dit prévoir une amélioration, 36 % s'attendent à ce qu'elle demeure stable, tandis que 21 % prévoient que leur situation financière personnelle se détériorera.

Parmi les différents groupes d'âge, il y a de façon plutôt déconcertante des vues légèrement plus optimistes quant à l'évolution de leur situation financière. Bien que ces attentes quant à leurs résultats personnels puissent résulter de leur situation financière actuelle, les jeunes de 18 à 24 ans se montrent relativement plus optimistes : 58 % d'entre eux estiment que leur situation s'améliorera considérablement, tandis que 47 % des 55 ans et plus pensent qu'elle demeurera plutôt stable. En revanche, 15 % des 18 à 34 ans, 23 % des 35 à 54 ans et 25 % des 55 ans et plus s'attendent à ce que leur situation financière personnelle se détériore quelque peu, voire considérablement.

Qu'en est-il quant aux perspectives des gens en fonction de la classe sociale? Le scepticisme demeure très fort chez les classes ouvrières et la classe moyenne inférieure, bien qu'une proportion légèrement plus importante (34 %) envisage une amélioration plutôt qu'une détérioration (27 %) de leur situation financière personnelle. À l'inverse, les classes supérieures se montrent nettement plus confiantes : plus de la moitié (55 %) des répondants de la classe moyenne supérieure entrevoient une amélioration, comparativement à seulement 14 % qui prévoient une dégradation de leur situation financière personnelle.

Cette évaluation de leur situation financière personnelle des Canadiens se retrouve également, dans une certaine mesure, selon les groupes d'âge et les classes sociales, lorsqu'on interroge directement les répondants sur les orientations économiques actuelles du gouvernement Carney. Cette corrélation demeure toutefois difficile à établir en raison d'un degré élevé d'incertitude.

## Perceptions du plan de croissance économique du gouvernement Carney

À la question suivante : « Le premier ministre Mark Carney affirme vouloir stimuler l'économie canadienne par des investissements d'envergure dans l'énergie propre, les infrastructures et l'innovation. Pensez-vous que, sous son leadership, la croissance économique améliorera la situation financière de votre ménage? », 24 % des répondants estiment que la situation financière de leur ménage s'améliorera, contre 15 % qui pensent le contraire, tandis que 42 % prévoient qu'il n'y aura aucun changement. Près d'un répondant sur cinq (19 %) se déclare incertain.

Tout comme pour la question précédente concernant l'évolution de leur situation financière personnelle au cours de la prochaine année, les jeunes de 18 à 24 ans se montrent plus optimistes (35 %), comparativement à 20 % chez les personnes en âge de travailler et à 19 % chez les 55 ans et plus. Par ailleurs, 19 % des personnes en âge de

## Comment pensez-vous que votre situation financière personnelle évoluera au cours des 12 prochains mois?

Tableau 4

n=1014	Amélioration significative	Amélioration modérée	Stabilité	Détérioration modérée	Détérioration importante	Incertain / Sans réponse
<b>Total</b>	13%	24%	36%	14%	8%	6%
<b>Âge</b>						
<b>18-34</b>	<b>24%</b>	<b>34%</b>	22%	9%	5%	6%
<b>35-54</b>	<b>12%</b>	<b>25%</b>	<b>35%</b>	12%	11%	5%
<b>55+</b>	6%	17%	<b>47%</b>	<b>18%</b>	7%	6%
<b>Classe Sociale</b>						
<b>Classe ouvrière / moyenne inférieure</b>	12%	22%	35%	15%	<b>12%</b>	5%
<b>Classe moyenne</b>	10%	27%	41%	14%	4%	4%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	<b>26%</b>	29%	30%	9%	5%	2%
<b>Classe supérieure*</b>	47%	16%	19%	11%	0%	7%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98 %. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

*Le premier ministre Mark Carney affirme vouloir stimuler l'économie canadienne grâce à d'importants investissements dans l'énergie propre, les infrastructures et l'innovation.*

*Pensez-vous que la croissance économique sous son leadership améliorera la situation financière de votre ménage ?*

n=1014	Amélioration	Situation inchangée	Détérioration	Incertain
<b>Total</b>	24%	42%	15%	19%
<b>Âge</b>				
<b>18-34</b>	<b>35%</b>	39%	10%	16%
<b>35-54</b>	20%	39%	<b>19%</b>	23%
<b>55+</b>	19%	<b>47%</b>	15%	19%
<b>Classe Sociale</b>				
<b>Classe ouvrière / moyenne inférieure</b>	19%	41%	18%	<b>22%</b>
<b>Classe moyenne</b>	23%	47%	12%	<b>17%</b>
<b>Classe moyenne supérieure</b>	<b>43%</b>	38%	11%	8%
<b>Classe supérieure*</b>	38%	51%	11%	0%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98 %. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

travailler pensent que la situation financière de leur ménage se détériorera, alors 23 % se disent incertaines. On relève également ces divergences de points de vue selon la classe sociale : parmi les classes populaires, 19 % prévoient une amélioration, 18 % une détérioration, et une proportion importante, soit 22 % ne se prononcent pas, avouant leur incertitude. Entre-temps, 43 % des répondants de la classe moyenne supérieure estiment que leur situation s'améliorera, comparativement à seulement 11 % qui prévoient une détérioration.

Les Canadiens en âge de travailler issus des classes populaires — les plus vulnérables face aux effets de la guerre commerciale menée par Trump et les plus pessimistes quant à la conjoncture économique — sont également les moins convaincus des retombées positives du plan du premier ministre Carney : à peine un sur cinq estime que ces mesures amélioreront leur situation économique personnelle. Près de la moitié des Canadiens de la classe moyenne considèrent que ce plan n'aura aucune répercussion sur la situation financière de leur ménage.

## Constat no 2 : les clivages générationnels sont déterminants

Les jeunes travailleurs se montrent particulièrement pessimistes quant à l'état de l'économie. Pour la cohorte des 18 à 34 ans, la partie la plus âgée du groupe a vécu toute sa vie adulte dans un contexte de crises économiques, à commencer par la crise financière de 2008, au moment où la plupart des Canadiens aujourd'hui âgés de 34 ans terminaient leurs études secondaires.

Depuis l'effondrement des prix du pétrole au milieu des années 2010 – qui a durement frappé l'emploi des jeunes – en passant par l'arrêt économique provoqué par la COVID-19, sans oublier la crise de l'accessibilité au logement, et aujourd'hui la guerre commerciale avec les États-Unis, les jeunes Canadiens n'ont jamais connu de période prolongée de croissance économique stable ouvrant droit à l'optimisme.

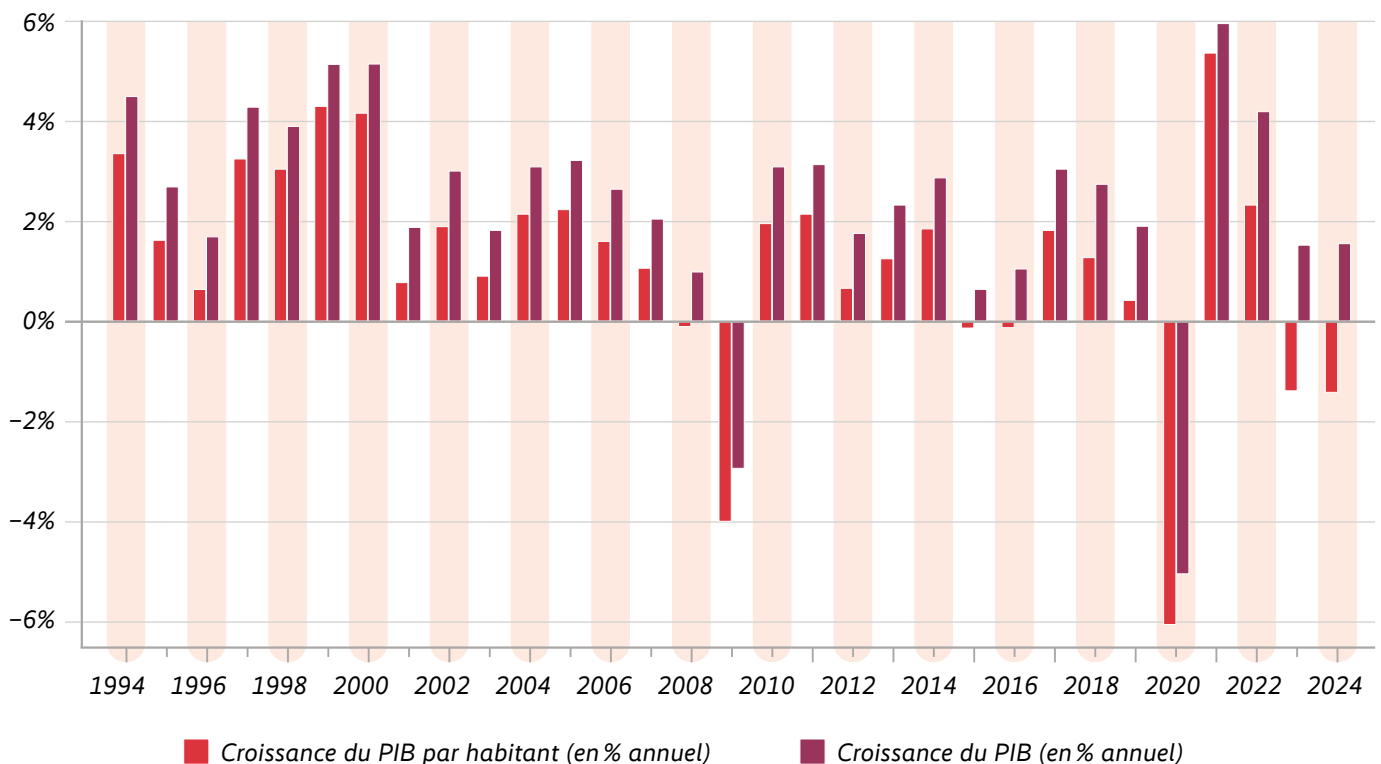
Ils sont en revanche habitués aux perturbations économiques ainsi qu'aux interventions directes de l'État – telles que les aides financières versées aux ménages durant la pandémie.

Les personnes âgées de 35 à 54 ans ont elles aussi traversé ces turbulences au cours des deux dernières décennies et ont des perceptions qui s'apparentent à celles des jeunes, bien que de manière moins prononcée. Leur sentiment de vulnérabilité personnelle est toutefois souvent plus prononcé, notamment parce que les attentes économiques et sociales héritées des générations précédentes – comme l'accession à la propriété – ne correspondent plus à leur réalité même pendant les années où leurs revenus sont les plus élevés.

À l'inverse, les répondants de 55 ans et plus entrevoient généralement des jours meilleurs, tout en se montrant plus méfiants à l'égard des solutions mises de l'avant par le gouvernement. Cette attitude peut s'expliquer par leur expérience d'une période de stabilité économique relative dans les années 1990 et au début des années 2000, marquée par une intervention étatique plus limitée.

Figure 3

*Le PIB par habitant du Canada n'a pas suivi la croissance globale du PIB, et aucune croissance soutenue n'a été observée depuis la crise financière de 2008.*



Source: statistiques officielles nationales, organismes nationaux de statistique ou banques centrales ; fichiers de données des comptes nationaux, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; estimations du personnel, Banque mondiale (BM)

## Clivages générationnels

Comme il a été mentionné précédemment concernant leur situation financière actuelle et leurs perspectives pour l'avenir, les jeunes et les personnes d'âge intermédiaire affichent un pessimisme marqué quant à l'avenir économique (tableau 2). Plus de la moitié des 18 à 34 ans (52 %) et 48 % des 35 à 54 ans estiment que les meilleures années du Canada appartiennent au passé. Parmi les 35 à 54 ans, un tiers (31 %) qualifie la situation économique actuelle de mauvaise.

Ces différences s'expliquent en grande partie par des écarts matériels tangibles entre générations comme le montre le tableau 3. Ainsi, seulement 35 % des 35 à 54 ans décrivent leur situation financière comme bonne ou excellente, comparativement à près de la moitié (49 %) des 55 ans et plus. Quant aux solutions avancées, les jeunes Canadiens (18 à 34 ans) sont les plus enclins à croire que le plan économique du premier ministre Carney se traduira par des avantages pour eux (35 %).

### Le clivage générationnel au Canada en matière de sécurité économique et de perspectives

Tableau 6

n=1014	Total	18-34	35-54	55+
<b>Lorsque vous songez à l'avenir du Canada, quelle affirmation se rapproche le plus de votre point de vue?</b>				
Les meilleures années du Canada sont en grande partie derrière nous	42%	52%	48%	32%
Les meilleures années du Canada sont encore à venir	37%	30%	34%	45%
<b>Comment décririez-vous votre situation financière personnelle actuelle?</b>				
Excellente – À l'aise et en mesure d'épargner	13%	15%	12%	12%
Bonne – Capable de payer les factures avec une certaine latitude pour épargner	31%	31%	23%	38%
Passable – Juste à l'équilibre, peu de marge pour les dépenses supplémentaires	36%	32%	38%	37%
Mauvaise – En retard dans le paiement des factures	10%	12%	12%	8%
Très mauvaise – Incapable de couvrir les besoins essentiels	7%	6%	11%	5%
Préfère ne pas répondre	3%	5%	3%	1%
<b>Le premier ministre Mark Carney affirme vouloir stimuler l'économie canadienne en réalisant des investissements importants dans l'énergie propre, les infrastructures et l'innovation. Pensez-vous que la croissance économique sous son leadership améliorera la situation financière de votre ménage?</b>				
Mon ménage sera probablement dans une meilleure situation financière	24%	35%	20%	19%
La situation financière de mon ménage restera probablement à peu près la même	42%	39%	39%	47%
Mon ménage sera probablement dans une moins bonne situation financière	15%	10%	19%	15%
Incertain	19%	16%	23%	19%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98 %. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

Ces clivages générationnels se retrouvent également dans les attitudes à l'égard du travail, des syndicats et des politiques économiques. Ils constituent un élément clé dont les décideurs publics doivent tenir compte.

Parmi les autres acteurs et groupes, les représentants syndicaux sont perçus comme les plus aptes à défendre l'emploi (36 %, tableau 9), sans écart important selon l'âge. Les jeunes leur sont toutefois nettement plus favorables : 61 % des 18 à 34 ans estiment que les syndicats jouent un rôle positif dans la société, comparativement à 48 % parmi les personnes âgées de 55 ans et plus (tableau 11).

De même, 64 % des jeunes accepteraient d'adhérer à un syndicat si l'occasion leur en était offerte, comparativement à 38 % parmi les plus âgés. Cette attitude s'explique en partie par les gains salariaux associés à la syndicalisation : les jeunes travailleurs syndiqués gagnent en moyenne 5,48 \$ de plus soit, 33,2 % de plus que leurs homologues non syndiqués. (Congrès du travail du Canada, 2023).

Les jeunes sont également plus ouverts à l'idée que le travail autonome ou la création de sa propre entreprise constitue une voie privilégiée dans un contexte économique incertain. Plus de 53 % des 18 à 34 ans estiment que le travail autonome ou la gestion de leur propre entreprise constitue la meilleure stratégie pour réussir, comparativement à 47 % des répondants en âge de travailler et à 30 % seulement des personnes âgées de 55 ans et plus. (Tableau 8). Pour les Canadiens âgés, la situation est différente. Les Canadiens de 55 ans et plus sont optimistes quant à l'avenir du Canada : 45 % pensent que les meilleures années sont à venir bien qu'ils soient sceptiques à l'égard des interventions gouvernementales telles que les programmes de garantie d'emploi (tableau 12).

En ce qui concerne les politiques visant à soutenir la création d'emplois, les jeunes Canadiens souhaitent que l'État joue un rôle plus actif afin de garantir de bons emplois bien qu'ils voient également d'un bon œil les solutions individuelles comme le travail autonome. Les Canadiens plus âgés privilégient les métiers spécialisés alors que les jeunes électeurs se répartissent de manière plus équilibrée entre les différents secteurs. Fait notable, le clivage économique entre les jeunes et les aînés ne tient pas uniquement à leur situation actuelle - il s'agit de la confiance en l'avenir et des solutions qui, selon eux, sont crédibles.

# Constat no 3 : un emploi, c'est bien plus qu'une simple question d'argent – mais le salaire a son importance

Un emploi ne se résume jamais uniquement au revenu. Le travail, c'est aussi une question d'identité, de dignité et d'autonomie. Mais en cette période d'insécurité économique, en quoi consiste un bon emploi pour les Canadiens et pensent-ils qu'ils vont le conserver?

La précarité de l'emploi est un élément important dans la conjoncture économique actuelle au Canada. En 2025, le taux de chômage au Canada avoisinait les 7%, soit le taux le plus élevé depuis une décennie, hormis pendant la pandémie. Des dizaines de milliers d'emplois ont été éliminés dans des secteurs vulnérables aux effets des droits de douane, tels que l'acier et l'aluminium, la construction automobile, le transport et l'entreposage.

L'approche du gouvernement Carney en matière de création et de protection des emplois et d'aide aux sans-emploi a été

mitigée. La création d'emplois est au cœur des préoccupations du gouvernement : l'un des objectifs déclarés de l'approche de consolidation nationale adoptée par le gouvernement Carney dans le contexte de la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis est la création d'emplois. Dans l'annonce du Premier ministre concernant les premiers projets devant faire l'objet d'un examen accéléré par le Bureau des grands projets, il est indiqué : « ensemble, ces projets représentent des investissements de plus de 60 milliards de dollars dans notre économie et ils créeront des milliers d'emplois bien rémunérés pour les Canadiens. » (Premier ministre du Canada, le 11 septembre 2025)

Ceci dit, le gouvernement Carney s'apprête également à procéder à la suppression de milliers d'emplois dans le secteur public dans le cadre de sa réduction des effectifs : le gouvernement cherche à réduire – de pas moins de 13 milliards de

*En pensant à votre situation d'emploi, dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité quant à votre emploi?*

Tableau 7

n=573	Très en sécurité	Plutôt en sécurité	Ni en sécurité ni en inquiet pour votre emploi	Plutôt inquiet pour mon emploi	Très inquiet pour mon emploi	Préfère ne pas répondre
<b>Total</b>	27%	37%	19%	11%	5%	1%
<b>Âge</b>						
18-34	29%	42%	13%	9%	6%	2%
35-54	20%	35%	<b>23%</b>	<b>17%</b>	6%	0%
55+	<b>36%</b>	34%	22%	5%	4%	0%
<b>Classe Sociale</b>						
Classe ouvrière / moyenne inférieure	21%	37%	20%	<b>12%</b>	<b>10%</b>	0%
Classe moyenne	25%	39%	21%	<b>14%</b>	2%	0%
Classe moyenne supérieure	<b>48%</b>	32%	15%	3%	2%	0%
Classe supérieure*	78%	12%	9%	0%	0%	0%
<b>Ménage syndiqué</b>						
Ménage syndiqué	29%	40%	15%	11%	4%	0%
Ménage non syndiqué	24%	35%	<b>23%</b>	12%	6%	0%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

## Quelles sont vos trois grandes priorités pour les différents ordres de gouvernement en matière d'amélioration des conditions de travail au Canada?

(sélection combinée des 1er, 2e et 3e choix, n = 1 014)

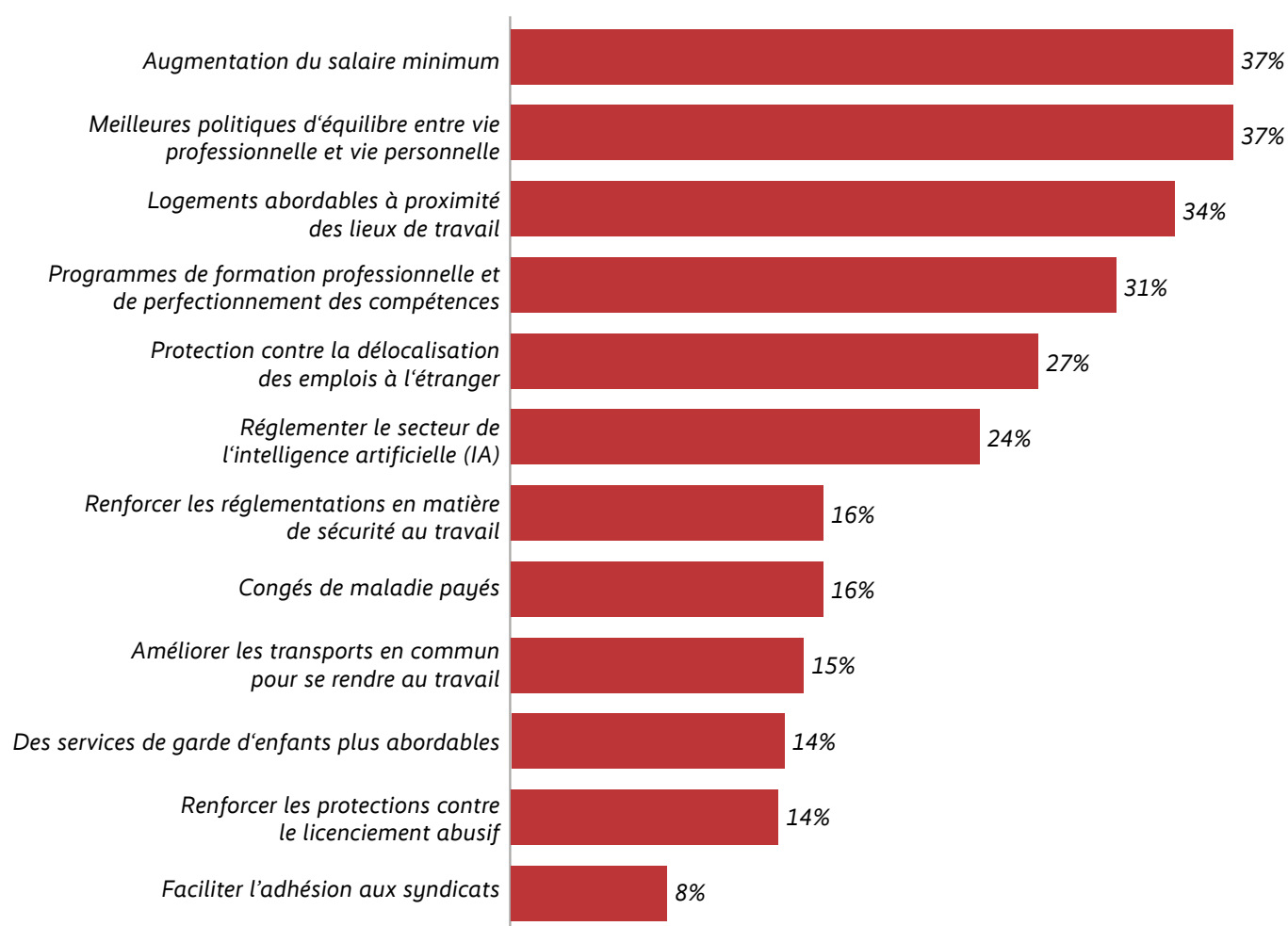


Tableau 8

## Devenir travailleur autonome et diriger sa propre entreprise est le meilleur moyen de réussir dans cette économie.

n=1014	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord ni en désaccord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne sais pas
<b>Total</b>	14%	28%	34%	10%	4%	11%
<b>Âge</b>						
<b>18-34</b>	<b>20%</b>	<b>33%</b>	31%	6%	1%	9%
<b>35-54</b>	<b>16%</b>	<b>31%</b>	29%	11%	<b>5%</b>	8%
<b>55+</b>	8%	22%	<b>39%</b>	<b>13%</b>	<b>4%</b>	13%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

dollars par an d'ici 2028-2029 - les dépenses liées aux emplois du secteur public – qui sont généralement bien rémunérés et syndiqués (Gouvernement du Canada, 2026). Les travailleurs menacés de chômage dans le secteur privé ont également été laissés pour compte : des entreprises comme Algoma Steel et Stellantis ont reçu des millions de dollars d'aide gouvernementale, pour finir par supprimer des emplois (Gollom, 2025), et les efforts du gouvernement pour améliorer l'accès à l'assurance-emploi pour les chômeurs ont jusqu'à présent été extrêmement timides (Gouvernement du Canada, décembre 2025).

## Points de vue des Canadiens concernant leur situation d'emploi personnelle

Dans l'ensemble, plus du tiers (36 %) des répondants occupant actuellement un emploi n'ont pas d'inquiétudes quant à leur sécurité d'emploi, mais ce sentiment de sécurité est réparti de manière inégale entre les groupes d'âge, les classes sociales et les ménages syndiqués ou non syndiqués. 46 % des répondants en âge de travailler et 41 % des répondants issus de la classe ouvrière n'ont pas confiance quant à la stabilité de leur emploi. Parmi les travailleurs syndiqués ou vivant dans des ménages syndiqués, cependant, 70 % des répondants n'ont pas d'inquiétude quant à la stabilité de leur emploi, comparativement à 60 % des répondants issus de ménages non syndiqués.

## Qu'entendent les Canadiens par un bon emploi?

Lorsqu'on leur demande en quoi consiste principalement un emploi, près de la moitié des Canadiens (48 %) s'accordent à dire qu'il s'agit autant de gagner sa vie que de contribuer à la société. 41 % affirment qu'il s'agit avant tout de gagner sa vie. Les Canadiens considèrent que le travail permet à la fois de gagner sa vie et d'apporter une contribution à la société, mais un bon emploi est celui qui assure un salaire suffisant pour vivre et permet de concilier vie professionnelle et vie personnelle. À la question ouverte de savoir ce qui compte le plus à leurs yeux lorsqu'ils pensent à un bon emploi, les répondants affirment que ce qui importe pour eux, ce sont la rémunération, les avantages sociaux et des avantages connexes, ainsi que la sécurité et la stabilité de l'emploi. Ce qui ressort le plus, c'est le caractère raisonnable de la plupart de ces attentes et aspirations :

- « Gagner suffisamment pour subvenir à mes besoins... un salaire décent qui permette de vivre, pas seulement de survivre. »
- « Une bonne assurance santé pour moi et ma famille, et des congés suffisants. »
- « Un poste permanent, pas un contrat. Un emploi sûr avec des horaires réguliers. »

À la question de savoir quelles devraient être les priorités du gouvernement en vue d'améliorer les conditions de travail au Canada, ils ont répondu de la façon suivante : l'augmentation du salaire minimum (37 %); de meilleures politiques pour favoriser l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle (37 %); et des logements abordables à proximité des lieux de travail (34 %).

## Travail indépendant

Deux Canadiens sur cinq considèrent que le travail indépendant ou la gestion de sa propre entreprise est le meilleur moyen de s'en sortir dans la conjoncture économique actuelle; les jeunes étant plus enclins à partager ce point de vue. Cela peut également s'expliquer par la perception selon laquelle les travailleurs autonomes jouissent d'une plus grande autonomie et d'une plus grande latitude dans la gestion de leur travail, ce qui en fait une option attrayante dans un marché du travail moins favorable ou disons peu dynamique.

# Constat no 4 : les syndicats sont perçus comme étant les défenseurs de l'emploi – ce qui est loin d'être le cas pour les politiciens

Pour faire face à la précarité de l'emploi dans la conjoncture économique actuelle du Canada, on a tout intérêt à être syndiqué. Les Canadiens vivant dans des ménages syndiqués sont deux fois plus enclins à s'attendre à une amélioration de leur situation financière (19 % par opposition à 10 % pour les non-syndiqués) et ils ont davantage tendance à évaluer l'économie de manière positive. Ce sondage a révélé que l'adhésion à un syndicat est étroitement liée à un sentiment de sécurité économique, tandis que les politiciens de tous bords sont largement perçus comme les grands absents en période de crise économique locale.

Il est à noter que les Canadiens ne jugent pas différemment les partis politiques pour ce qui est de se mobiliser pour protéger les emplois. Lorsqu'on leur a demandé quels partis politiques se mobilisent lorsque les emplois sont menacés, 36 % des répondants se sont dits indécis. Les conservateurs (27 %), les libéraux (26 %) et le NPD (25 %) étaient statistiquement à égalité parmi les répondants ayant cité nommément un parti.

Bien que la confiance dans la capacité des élus à se mobiliser pour la sécurité de l'emploi en période de ralentissement économique soit faible, les ménages syndiqués font davantage confiance à d'autres institutions et acteurs que la population en général et les ménages non syndiqués, tels que les syndicats eux-mêmes, les organisations communautaires, les médias et même les chefs d'entreprise. Les répondants issus de ménages non syndiqués sont toutefois nettement plus indécis quant à savoir qui intervient pour défendre l'emploi et ils ont un point de vue plus pessimiste, près d'un quart (24 %) estimant que « personne ne se mobilise vraiment » pour appuyer les travailleurs et lutter pour la protection des emplois.

## Attitudes envers les syndicats

Les Canadiens voient généralement d'un bon œil le rôle que jouent les syndicats dans la société. Dans l'ensemble, plus de la moitié des répondants (51 %) sont d'avis que les

*Lorsque des emplois sont menacés, par exemple en cas de fermeture d'usine ou de licenciements massifs, qui se mobilise généralement pour soutenir les travailleurs et se battre pour ces emplois?*

Tableau 9

n=1014	Total	Ménages syndiqués	Ménages non syndiqués
Politiciens fédéraux (députés)	13%	16%	12%
Politiciens provinciaux (députés provinciaux)	18%	19%	18%
Politiciens municipaux	16%	16%	16%
Représentants syndicaux	36%	<b>45%</b>	33%
Organisations communautaires	21%	<b>27%</b>	19%
Dirigeants d'entreprise	11%	<b>16%</b>	10%
Médias/journalistes	15%	<b>21%</b>	13%
Personne ne se mobilise vraiment	22%	16%	<b>24%</b>
Je ne sais pas	20%	13%	<b>22%</b>

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98 %. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

*Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : « Les syndicats jouent un rôle positif dans la société canadienne »?*

n=1014	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord ni en désaccord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne sais pas
<b>Total</b>	20%	32%	23%	9%	5%	12%
<b>Age</b>						
<b>18-34</b>	24%	<b>37%</b>	18%	6%	3%	13%
<b>35-54</b>	21%	27%	26%	9%	5%	12%
<b>55+</b>	16%	32%	24%	<b>12%</b>	6%	<b>10%</b>
<b>Ménage syndiqué</b>						
<b>Ménage syndiqué</b>	<b>34%</b>	37%	16%	5%	3%	5%
<b>Ménage non syndiqué</b>	14%	30%	<b>26%</b>	<b>11%</b>	<b>6%</b>	<b>14%</b>

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

*Si l'on vous proposait d'adhérer à un syndicat sur votre lieu de travail ou dans votre prochain emploi, dans quelle mesure seriez-vous enclin à le faire?*

n=797	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Ni d'accord ni en désaccord	Plutôt en désaccord	Tout à fait en désaccord	Ne sais pas
<b>Total</b>	20%	28%	11%	12%	13%	18%
<b>Age</b>						
<b>18-34</b>	21%	<b>43%</b>	10%	4%	12%	10%
<b>35-54</b>	20%	<b>28%</b>	12%	<b>12%</b>	<b>18%</b>	10%
<b>55+</b>	18%	20%	10%	<b>15%</b>	10%	<b>27%</b>
<b>Ménage syndiqué</b>						
<b>Ménage syndiqué</b>	<b>30%</b>	38%	5%	6%	9%	12%
<b>Ménage non syndiqué</b>	18%	26%	<b>12%</b>	12%	13%	19%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

syndicats jouent un rôle positif dans la société canadienne, comparativement à 15 % qui pensent le contraire. Cette opinion est plus marquée chez les travailleurs les plus jeunes, soit ceux âgés de 18 à 34 ans, qui, pour la plupart (61 %), considèrent que les syndicats jouent un rôle positif au Canada. La plupart des ménages syndiqués, qui tirent vraisemblablement parti des acquis du mouvement syndical, sont d'accord (71 %) pour dire que les syndicats jouent un rôle positif dans la société canadienne. Par ailleurs, parmi les répondants issus de ménages non syndiqués, ceux qui estiment que les syndicats jouent un rôle positif dans la société canadienne (44 %) sont toujours plus nombreux que ceux qui ne sont pas de cet avis (17 %). Toutefois, les répondants issus de ménages non syndiqués sont plus susceptibles de ne pas se prononcer à cet égard (26 %) ou d'être indécis (14 %).

Compte tenu de ce point de vue largement positif quant aux syndicats, en particulier chez les jeunes, il n'est pas surprenant que, lorsqu'on a demandé aux répondants qui ne sont pas actuellement syndiqués s'ils adhèreraient à un syndicat sur leur lieu de travail s'ils en avaient la possibilité, la probabilité qu'ils le fassent (47 %) soit plus forte que le contraire (22 %). Cette probabilité est particulièrement forte chez les 18 à 34 ans (64 %) et chez les répondants vivant dans des ménages comptant des membres syndiqués (68 %). Cette vision positive des syndicats, même parmi les non-membres, témoigne du rôle important que jouent les syndicats dans la défense des emplois et des droits des travailleurs, surtout à un moment où la confiance dans la capacité du gouvernement fédéral à se mobiliser pour soutenir les travailleurs est à la baisse.

Bien que les Canadiens puissent se montrer sceptiques quant aux avantages qu'ils tireront des efforts du gouvernement fédéral pour défendre les emplois, ils considèrent le mouvement syndical comme la première ligne de défense de l'emploi en temps de crise. Alors que les indicateurs économiques laissent présager des difficultés de plus en plus grandes, les syndicats canadiens se sont imposés comme l'acteur institutionnel le plus crédible pour la défense des travailleurs et des emplois en se mobilisant à maintes reprises lorsque les travailleurs et les collectivités étaient menacés.

# Constat no 5 : les politiques pragmatiques sont celles qui trouvent le meilleur écho en ce moment

En cette période de crise économique, les Canadiens savent généralement l'intervention de l'État pour assurer la création et la promotion des emplois et garantir la sécurité économique. En revanche, ils mettent en doute la capacité et la réelle volonté du gouvernement de tenir ses promesses. Très nombreux sont les clivages de classe et de génération quant à la manière dont les Canadiens perçoivent les interventions politiques éventuelles.

## Créer des emplois et en assurer la pérennité

La plupart des Canadiens (65%) estiment que le gouvernement fédéral doit agir en faveur de l'emploi au Canada à la faveur de programmes de création d'emplois. Les jeunes et les Canadiens de la classe ouvrière sont les plus ouverts à l'idée d'une garantie d'emploi : 41% des répondants âgés de 18 à 34 ans et 39% des répondants de la classe ouvrière estiment que le gouvernement fédéral devrait faire davantage pour garantir des emplois aux Canadiens.

Bien que l'idée d'une garantie d'emploi recueille un certain soutien, les Canadiens doutent sérieusement de la capacité du gouvernement à la mettre en œuvre. À la question de savoir dans quelle mesure il serait crédible que le gouvernement canadien mette en place un programme de garantie d'emploi, 40% des répondants considèrent ce programme comme étant très ou assez crédible, tandis que 47% ne croient pas que le gouvernement fédéral puisse réellement y parvenir.

Les plus jeunes (18 à 34 ans) et les répondants issus de ménages syndiqués ont une idée plus positive de la capacité du gouvernement fédéral à mettre en œuvre un tel programme, mais ce scepticisme s'accroît parmi les générations plus âgées et il est plus prononcé parmi les ménages non syndiqués. Parmi les répondants issus de la classe ouvrière ou de la classe moyenne inférieure, le scepticisme quant à la capacité du gouvernement fédéral à mener à bien ce programme est plus marqué que parmi les classes sociales supérieures, qui font confiance au gouvernement fédéral pour garantir efficacement les emplois.

## Lequel de ces énoncés concernant l'action du gouvernement fédéral en matière d'emploi rend le mieux compte de votre opinion générale?

Tableau 12

n=1014	Le gouvernement fédéral devrait faire davantage pour garantir des emplois aux Canadiens	Le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur la création des conditions propices à la création d'emplois par les entreprises	Le gouvernement fédéral en fait déjà assez en matière d'emploi	Le secteur privé devrait se charger de la création d'emplois sans que le gouvernement n'ait à intervenir	Je ne sais pas
<b>Total</b>	34%	31%	7%	12%	16%
<b>Âge</b>					
<b>18-34</b>	<b>41%</b>	25%	<b>10%</b>	13%	11%
<b>35-54</b>	36%	26%	7%	15%	17%
<b>55+</b>	28%	<b>39%</b>	4%	10%	<b>18%</b>
<b>Classe Sociale</b>					
<b>Classe ouvrière / moyenne inférieure</b>	<b>39%</b>	28%	6%	10%	17%
<b>Classe moyenne</b>	33%	<b>36%</b>	6%	11%	14%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	24%	36%	9%	20%	10%
<b>Classe supérieure*</b>	11%	30%	15%	33%	11%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

## Certains gouvernements envisagent un programme de «garantie d'emploi» qui permettrait à toute personne souhaitant travailler d'avoir accès à un emploi?

Dans quelle mesure est-il crédible ou plausible que le gouvernement canadien puisse mettre en œuvre avec succès un tel programme?

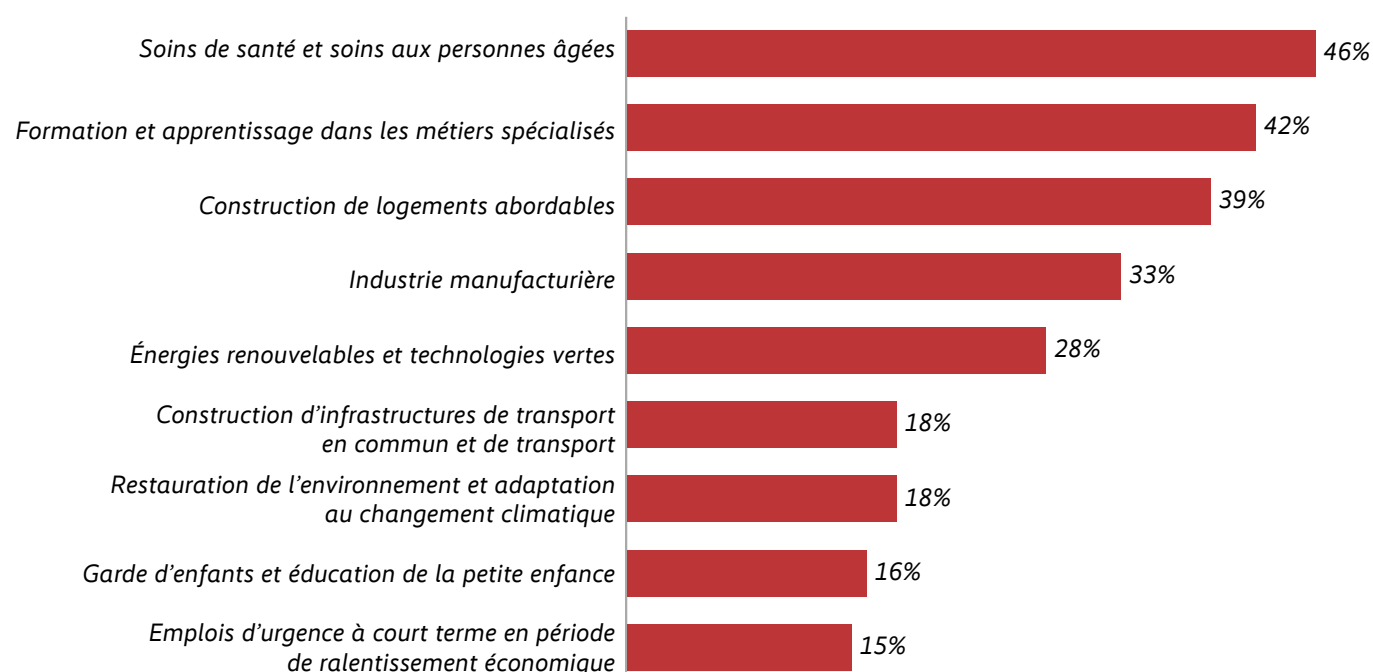
n=1014	Très crédible	Plutôt crédible	Pas très crédible	Pas du tout crédible	Je ne sais pas
<b>Total</b>	10%	30%	30%	17%	13%
<b>Âge</b>					
<b>18-34</b>	<b>19%</b>	<b>37%</b>	25%	10%	9%
<b>35-54</b>	9%	30%	30%	<b>17%</b>	15%
<b>55+</b>	6%	24%	<b>34%</b>	<b>22%</b>	14%
<b>Classe sociale</b>					
<b>Classe ouvrière/classe moyenne inférieure</b>	9%	10%	30%	<b>20%</b>	<b>14%</b>
<b>Classe moyenne</b>	10%	31%	32%	16%	11%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	16%	39%	31%	9%	5%
<b>Classe supérieure*</b>	22%	44%	9%	15%	11%
<b>Ménage syndiqué</b>					
<b>Ménage syndiqué</b>	<b>17%</b>	44%	31%	12%	7%
<b>Ménage non syndiqué</b>	8%	28%	30%	<b>20%</b>	<b>15%</b>

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

## Parmi les différents secteurs économiques dans lesquels le gouvernement pourrait investir pour créer des emplois, classez par ordre décroissant les trois qui, selon vous, profiteraient le plus aux travailleurs canadiens.

(sélection combinée des 1er, 2e et 3e choix, n = 1 014)



## Secteurs offrant les emplois de l'avenir

Quant à la forme que devrait prendre un programme de création d'emplois, les répondants accordent la priorité aux emplois dans l'économie des soins, les métiers spécialisés et le secteur du logement. Dans le classement des trois principaux secteurs dans lesquels le gouvernement pourrait investir pour créer des emplois, 18 % des personnes interrogées ont classé en première position les « emplois dans les soins de santé et les soins aux personnes âgées », tandis que 18 % ont classé en première position les « emplois et apprentissages dans les métiers spécialisés ». 13 % des personnes interrogées ont classé en première position les « emplois dans la construction de logements abordables ». Si l'on combine les trois classements, 46 % des personnes interrogées accordent la priorité aux soins de santé et aux soins aux personnes âgées, 42 % aux métiers spécialisés et 39 % à la construction de logements.

Dans ce sondage, l'abordabilité-accessibilité aux logements apparaît à la fois comme une crise et une solution : c'est la principale préoccupation des Canadiens lorsqu'on leur demande ce qui leur semble le plus injuste dans la situation économique actuelle, et elle figure également parmi les trois premières réponses en tant que moyen d'améliorer les conditions de travail au Canada (logements abordables à proximité des lieux de travail) et parmi les types de programmes d'emploi dans lesquels le gouvernement devrait investir (construction de logements).

Cependant, les domaines dans lesquels les personnes interrogées souhaiteraient voir des investissements différents

quelque peu de leur perception quant aux secteurs où, selon elles, se trouveront la plupart des emplois bien rémunérés au Canada au cours de la prochaine décennie. Alors que les personnes interrogées considèrent la croissance de l'emploi (32 %) dans les soins de santé et les services sociaux et (30 %) dans la construction et les métiers spécialisés comme des domaines dans lesquels le gouvernement devrait investir pour créer des emplois, 42 % voient le secteur des technologies et des technologies de l'information comme celui où se trouveront la plupart des emplois bien rémunérés à l'avenir.

## Propositions relatives au revenu de base

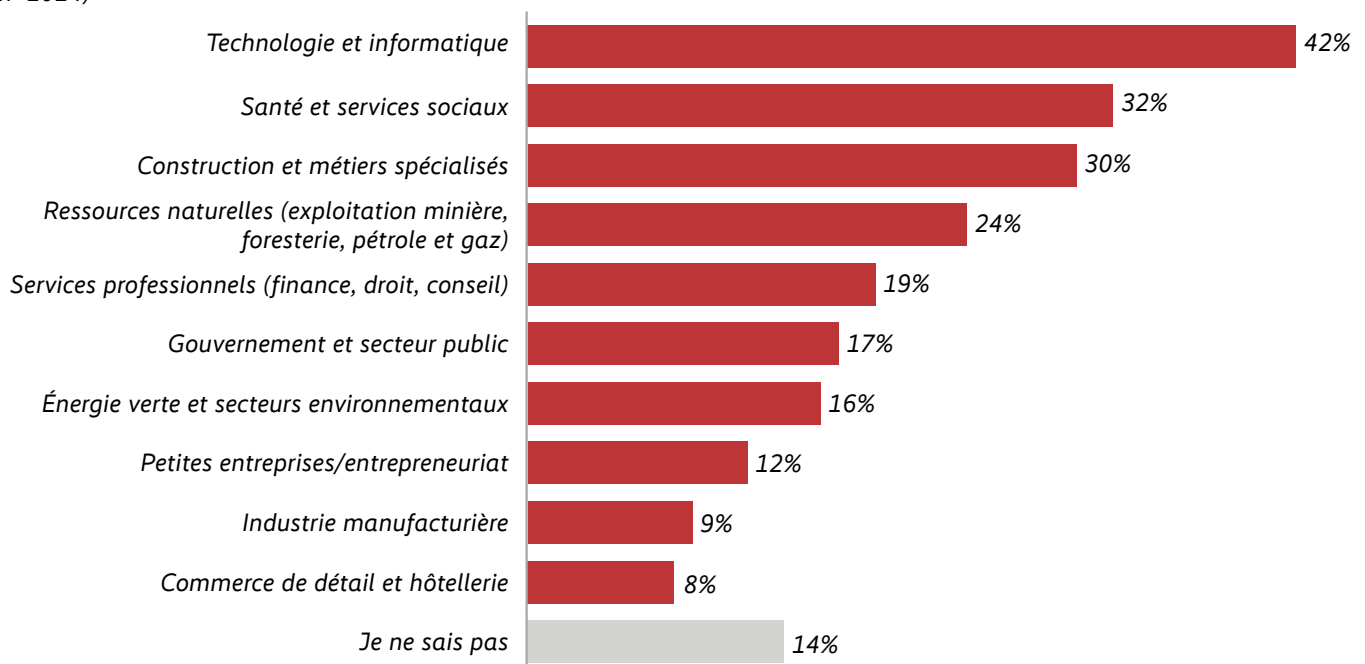
Un « revenu de base universel » (RBU) est souvent considéré comme une mesure de soutien éventuelle du gouvernement aux travailleurs en période de crise économique. Le programme de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) mis en place au plus fort de la pandémie de COVID-19 est un exemple d'un tel programme et de la manière dont il peut aider les gens à traverser une crise, en cas d'arrêt généralisé de l'activité économique, par exemple. Le RBU a également été évoqué dans le cadre de la transition vers l'intelligence artificielle (IA), afin de soutenir les travailleurs qui perdent leur emploi en raison de l'automatisation. (Jiaying Zhao, 26 juin 2023)

Cependant, les opinions sur le RBU au Canada sont partagées. Bien qu'il soit mieux accepté par les jeunes travailleurs et les répondants issus de ménages syndiqués, les générations plus âgées et les classes sociales plus ai-

## Selon vous, dans quels secteurs se trouveront la plupart des emplois bien rémunérés au Canada dans 10 ans?

Figure 6

(n=1014)



*Le revenu universel de base (RUB) est une politique en vertu de laquelle le gouvernement verse à tous les adultes une allocation régulière et garantit une aide pour qu'ils puissent couvrir leurs frais de subsistance de base.*

Quel énoncé correspond le mieux à votre opinion sur le RUB?

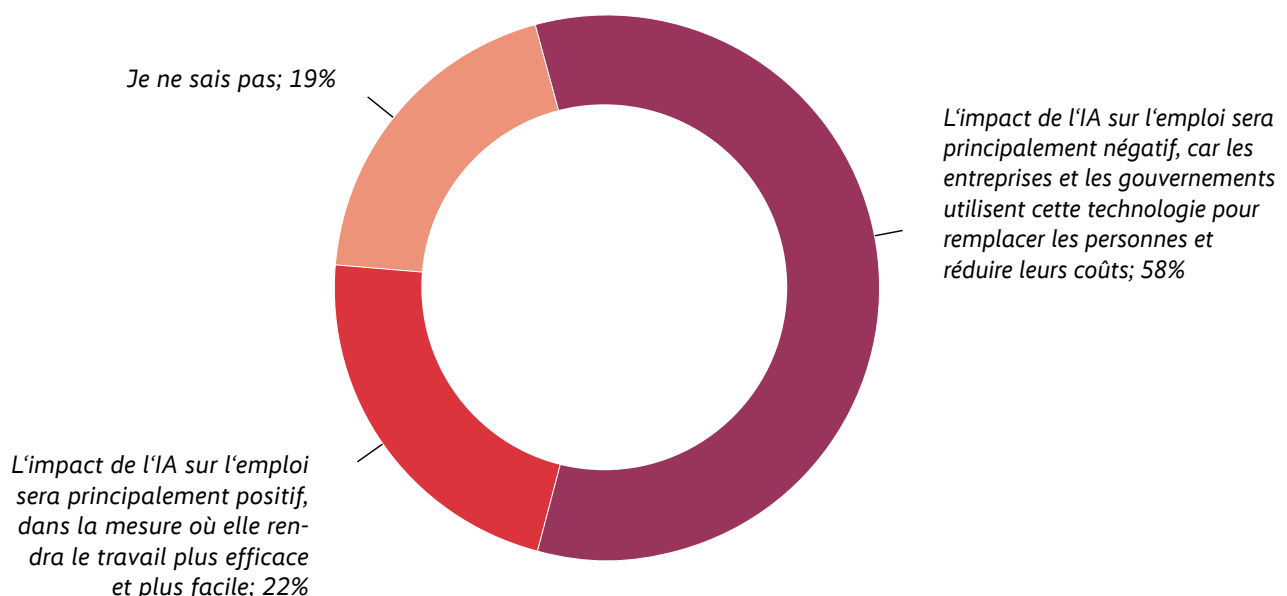
n=1014	Le RUB pourrait offrir une sécurité financière permettant de se consacrer au travail que l'on souhaite exercer	Le RUB pourrait aider ceux qui souhaitent pousser plus loin leur formation, se consacrer à un travail créatif ou consacrer plus de temps à la prise en charge de proches	Un RBU semble attrayant, mais il pourrait réduire la motivation à travailler et s'avérer trop coûteux pour les gouvernements	Nous n'avons pas besoin d'un RBU – les emplois et les aides sociales existantes suffisent	Je n'ai pas d'avis précis / j'ai besoin de plus d'informations
<b>Total</b>	23%	18%	28%	8%	23%
<b>Âge</b>					
<b>18-34</b>	<b>32%</b>	19%	24%	5%	20%
<b>35-54</b>	<b>24%</b>	17%	30%	8%	22%
<b>55+</b>	16%	18%	30%	<b>11%</b>	26%
<b>Classe sociale</b>					
<b>Classe ouvrière/classe moyenne inférieure</b>	25%	19%	25%	6%	<b>25%</b>
<b>Classe moyenne</b>	22%	17%	<b>33%</b>	9%	20%
<b>Classe moyenne supérieure</b>	22%	16%	33%	<b>16%</b>	13%
<b>Classe supérieure*</b>	26%	14%	34%	7%	20%
<b>Ménage syndiqué</b>					
<b>Ménage syndiqué</b>	<b>29%</b>	20%	29%	5%	17%
<b>Ménage non syndiqué</b>	21%	17%	28%	<b>10%</b>	<b>25%</b>

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

*Quel énoncé concernant l'impact de l'IA sur l'emploi correspond le mieux à votre propre opinion?*

Figure 7



## Quel énoncé concernant l'impact de l'IA sur l'emploi correspond le mieux à votre opinion?

Tableau 15

n=573	L'impact de l'IA sur l'emploi sera principalement négatif, car les entreprises et les gouvernements utilisent cette technologie pour remplacer les personnes et réduire leurs coûts	L'impact de l'IA sur l'emploi sera principalement positif, dans la mesure où elle rendra le travail plus efficace et plus facile	Je ne sais pas
<b>Total</b>	56%	22%	19%
<b>Classe sociale</b>			
<b>Classe ouvrière/classe moyenne inférieure</b>	62%	17%	20%
<b>Classe moyenne</b>	56%	<b>27%</b>	<b>18%</b>
<b>Classe moyenne supérieure</b>	54%	<b>35%</b>	11%
<b>Classe supérieure*</b>	55%	15%	31%

**Pourcentages en gras** = Les pourcentages en gras indiquent une signification statistique au seuil d'au moins 98%. Aucun test statistique n'a été effectué lorsque n < 30, les conditions nécessaires n'étant pas remplies.

\* n = 15 pour les répondants de la « classe supérieure ». Les pourcentages présentés ont été arrondis ; les totaux ont été calculés à partir des valeurs brutes avant arrondissement.

sées font preuve de plus de scepticisme voire d'opposition au RBU en tant que programme. Dans l'ensemble, près d'un répondant sur quatre (23%) est indécis quant au revenu universel de base, les répondants issus des classes ouvrières et des classes défavorisées affichant la plus grande incertitude. Les répondants issus des classes ouvrières et des classes défavorisées sont moitié-moitié tout aussi enclins à affirmer que le revenu universel de base pourrait être trop coûteux et réduire ainsi l'incitation à travailler qu'à soutenir l'idée d'un RBU.

### Inquiétudes liées à l'intelligence artificielle

Les inquiétudes face à l'IA sont fortes : près de 6 Canadiens sur 10 affirment que l'IA nuira aux travailleurs, et un quart d'entre eux souhaitent que la réglementation de l'IA soit une priorité absolue. Cela n'a rien de surprenant : les premières données suggèrent que l'adoption de l'IA touche en premier lieu les jeunes travailleurs au Canada, les emplois de premier échelon disparaissant par suite de la généralisation de l'IA (Macklem, février 2026).

Malgré ce scepticisme, le gouvernement Carney poursuit des politiques en matière d'IA qui privilégient l'innovation plutôt que la réglementation (Karadeglija, juin 2025), tout en associant la suppression d'emplois dans la fonction publique fédérale à l'introduction de l'IA. À ce jour, les investissements du gouvernement fédéral dans des projets d'IA du secteur privé ne tiennent guère compte des pertes d'emplois attendues.

Les données suggèrent que l'approche du gouvernement Carney en matière d'IA pourrait se heurter à une forte opposition de l'opinion publique. Plus de la moitié des Canadiens (59%) estiment que « l'impact de l'IA sur l'emploi sera principalement négatif, car les entreprises et les gouvernements utilisent cette technologie pour remplacer les personnes et réduire leurs coûts ». Seuls 22% considèrent que l'impact de l'IA sur l'emploi est principalement positif. Si ces sentiments sont largement partagés parmi les différents segments de répondants interrogés, parmi les classes sociales, les répondants issus de la classe moyenne et des classes supérieures sont plus enclins à considérer que l'IA aura un impact positif, tandis que les répondants issus de la classe ouvrière sont nettement plus sceptiques.

# Conclusion:

## Face à face entre l'emploi et l'économie

Les Canadiens sont en fait pris dans un étau : ils subissent les pressions exercées par le coût de la vie tandis que l'économie canadienne est contrainte de se restructurer face à la guerre tarifaire menée par le président Trump. Bien que les Canadiens soutiennent le plan économique de consolidation nationale du gouvernement Carney, la plupart ne croient pas qu'il se traduira par des avantages sur le plan personnel. Près de la moitié d'entre eux décrivent leur situation économique personnelle comme étant tout juste passable ou mauvaise, et seul un sur quatre s'attend à voir sa situation s'améliorer grâce au plan de croissance du gouvernement. À l'heure où les pertes d'emploi s'accumulent dans les secteurs vulnérables aux effets des droits de douane et où les compressions dans les services publics devraient s'accélérer, la promesse d'une croissance à long terme semble bien abstraite au vu des pressions immédiates que subissent les Canadiens.

Ce décalage est générationnel. Les jeunes travailleurs sont les plus pessimistes sur le plan économique, mais ils restent les plus ouverts à l'intervention, qu'il s'agisse d'adhérer à un syndicat ou de renforcer la protection des travailleurs. Les Canadiens plus âgés, en revanche, sont plus optimistes quant à l'avenir du pays, mais plus sceptiques à l'égard des programmes gouvernementaux à vaste échelle. Toutes générations confondues, on observe un soutien en faveur de mesures concrètes telles que l'augmentation du salaire minimum, l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, et la protection des emplois de qualité — mais il existe également un doute largement répandu quant à la capacité d'Ottawa à tenir ses promesses.

En l'absence d'un plan clair pour renforcer les secteurs que les Canadiens jugent essentiels — notamment les soins de santé et les services sociaux — et sans mesures concrètes pour protéger les travailleurs des répercussions de la guerre commerciale, la confiance dans la gestion économique du gouvernement fédéral risque de s'éroder encore plus. La croissance seule ne saurait suffire; les Canadiens doivent voir en quoi cette croissance se traduit concrètement en sécurité.

Dans un tel contexte, les conditions sont réunies, sur les plans politique et économique, pour déployer des politiques actives du marché du travail à même de protéger les emplois syndiqués, de créer de nouveaux emplois dans des secteurs névralgiques et d'investir dans la résilience à long terme.

Les Canadiens ne rejettent pas l'intervention de l'État — mais ils exigent qu'elle soit pragmatique, crédible et enracinée dans les réalités de tous les jours. L'enjeu consiste aujourd'hui à combler l'écart entre les ambitions macroéconomiques et la sécurité financière des ménages, et de montrer que la défense de l'économie canadienne passe par la protection de ceux et celles qui en sont le véritable moteur.

# Références

- Bank of Canada.** (January 2026). *Monetary Policy Report—January 2026*. Ottawa: Bank of Canada. Retrieved from <https://www.bankofcanada.ca/publications/mpr/mpr-2026-01-28/>.
- Canadian Labour Congress** (2023). The Union Edge. *Canadian Labour Congress: Get Into A Union*. Retrieved from <https://canadianlabour.ca/get-into-a-union/union-edge/>.
- Cochrane, D.** (March 23, 2020). Job guarantees, basic income can save us from COVID-19 depression. *The Conversation*. Retrieved from <https://theconversation.com/job-guarantees-basic-income-can-save-us-from-covid-19-depression-133997>.
- CUPE** (November 13, 2025). *Budget 2025: Federal government fails workers on AI*. Retrieved from <https://cupe.ca/budget-2025-federal-government-fails-workers-ai>.
- DeSousa, S.** (April 3, 2025). DeSousa: Now is not the time to cut public service jobs. *Ottawa Citizen*. Retrieved from <https://ottawacitizen.com/opinion/not-time-cut-public-service>.
- Gollom, M.** (December 2, 2025). Algoma Steel is cutting 1,000 jobs. So why did it receive millions in government loans? *CBC News*. Retrieved from <https://www.cbc.ca/news/politics/algoma-steel-jobs-government-9.7000795>.
- Government of Canada** (December 2025). *Temporary Employment Insurance measures to respond to major changes in economic conditions*. Retrieved from <https://www.canada.ca/en/services/benefits/ei/temporary-measures-for-major-economic-conditions.html>.
- Government of Canada** (2026). *Building Canada Act – Projects of national interest*. Retrieved from [canada.ca: https://www.canada.ca/en/one-canadian-economy/services/building-canada-act-projects-national-interest.html](https://www.canada.ca/en/one-canadian-economy/services/building-canada-act-projects-national-interest.html).
- Government of Canada** (2026, February 11). *Workforce reductions in the federal public service*. Retrieved from <https://www.canada.ca/en/government/publicservice/workforce/workforce-adjustment/workforce-reductions-federal-public-service.html>.
- Jiaying Zhao, Y. P.** (June 26, 2023). Artificial intelligence + basic income = Canadian innovation. *Policy Options*. Retrieved from <https://policyoptions.irpp.org/2023/06/artificial-intelligence-basic-income/>.
- Karadeglija, A.** (June 10, 2025) New AI minister says Canada won't 'over-index' on AI regulation. *Canadian Press*. Retrieved from <https://financialpost.com/technology/new-ai-minister-says-canada-wont-over-index-on-ai-regulation>.
- Macklem, T.** (February 5, 2026) Structural change—Canada at a crossroads. *Bank of Canada*. Retrieved from <https://www.bankofcanada.ca/2026/02/structural-change-canada-at-a-crossroads/>.
- Olive, D.** (June 24, 2021). Opinion | The success of CERB is proof a universal basic income is doable and beneficial. *Toronto Star*. Retrieved from [https://www.thestar.com/business/the-success-of-cerb-is-proof-a-universal-basic-income-is-doable-and-beneficial/article\\_ef4943fe-a767-5be3-9ee8-01aa3ad4a4ef.html](https://www.thestar.com/business/the-success-of-cerb-is-proof-a-universal-basic-income-is-doable-and-beneficial/article_ef4943fe-a767-5be3-9ee8-01aa3ad4a4ef.html).
- PIPSC** (January 16, 2026). *Press Release — Workforce cuts create Hunger Games-style anxiety, as costly consultants remain*. Ottawa: The Professional Institute of the Public Service of Canada. Retrieved from <https://pipsc.ca/news-issues/press-releases/press-release-workforce-cuts-create-hunger-games-style-anxiety-costly>.
- Prime Minister of Canada** (September 11, 2025). *News Release: Prime Minister Carney announces first projects to be reviewed by the new Major Projects Office*. Retrieved from <https://www.pm.gc.ca/en/news/news-releases/2025/09/11/prime-minister-carney-announces-first-projects-be-reviewed-new>.
- Statistics Canada** (February 6, 2026). *Employment by class of worker and industry, seasonally adjusted*. Ottawa: Statistics Canada. Retrieved from <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260206/t002a-eng.htm>.

## À propos du projet

*Protéger les emplois dans un contexte de guerre commerciale : perspectives canadiennes sur le travail, la sécurité et la confiance dans l'économie* est un projet de recherche mené conjointement par **la Fondation Friedrich Ebert Canada et l'Institut Broadbent**. L'enquête a été réalisée sur le terrain par **Viewpoints Research**.

**Clement Nocos** est directeur des politiques et de l'engagement de l'Institut Broadbent, et **Jordan Lechnitz** est la directrice canadienne de la Fondation Friedrich Ebert.

Les auteurs tiennent également à remercier **Natalie Pilla**, responsable de recherche et Victoria Barclay, associée de recherche chez **Viewpoints Research**, pour son aide précieuse dans le cadre de cette analyse.

## À propos de la Fondation Friedrich-Ebert

Forte d'une riche tradition de social-démocratie qui remonte à sa création en 1925, la Friedrich-Ebert-Stiftung est la plus ancienne fondation politique en Allemagne. Elle doit sa création et sa mission au legs politique de son homonyme Friedrich Ebert, le premier président allemand démocratiquement élu. La Friedrich-Ebert-Stiftung a pour mission de renforcer, de protéger et de promouvoir la démocratie dans plus de 100 pays dans le monde.

## À propos de l'Institut Broadbent

L'Institut Broadbent est le principal groupe de réflexion social-démocrate du Canada. Fondé en 2011 par Ed Broadbent, et guidé par les Principes de Broadbent pour la social-démocratie canadienne, l'Institut produit des recherches originales, organise des dialogues progressistes et forme des organisateurs et des leaders pour doter les mouvements sociaux des outils nécessaires pour faire progresser la justice et l'égalité

## Protéger les emplois dans un contexte de guerre commerciale

Dans le contexte d'une reprise de la guerre commerciale avec les États-Unis et d'une insécurité économique croissante, *Protéger les emplois dans un contexte de guerre commerciale* propose un portrait actuel de la manière dont les Canadiennes perçoivent leur situation économique, leurs emplois et leurs conditions de travail, ainsi que leurs espoirs pour l'avenir. Fondé sur une enquête nationale originale menée par la Friedrich-Ebert-Stiftung Canada et l'Institut Broadbent, ce rapport met en lumière un pays divisé par la génération et la classe sociale : les jeunes travailleurs et travailleuses se montrent pessimistes mais ouverts à des interventions ambitieuses, tandis que les Canadiens plus âgés sont plus optimistes, mais davantage sceptiques à l'égard des solutions gouvernementales.

Les Canadiens souhaitent une protection des emplois, de meilleurs salaires, ainsi que des investissements dans les soins, le logement et les métiers spécialisés — mais doutent que les stratégies actuelles de croissance économique aient un réel impact sur leur vie quotidienne. Les syndicats sont largement perçus comme les défenseurs les plus crédibles des emplois; les responsables politiques, beaucoup moins. Pour les décideurs social-démocrates, les syndicats et les acteurs et actrices de la société civile, cette recherche met en évidence l'écart entre les ambitions macroéconomiques et la sécurité des ménages — et pointe vers des politiques concrètes, centrées sur les travailleurs et travailleuses, susceptibles de rétablir la confiance et de défendre de bons emplois dans un contexte d'incertitude.

Pour plus d'informations sur le sujet, veuillez consulter:

➔ [fes.de](https://fes.de)